

École de la République = École de la soumission

LES LUTTES MASSIVES QUI ONT SECOUÉ L'ÉCOLE AU PRINTEMPS 2003 ONT TROUVÉ LEUR SOURCE DANS DES PROBLÈMES NOMBREUX ET IMPORTANTS.

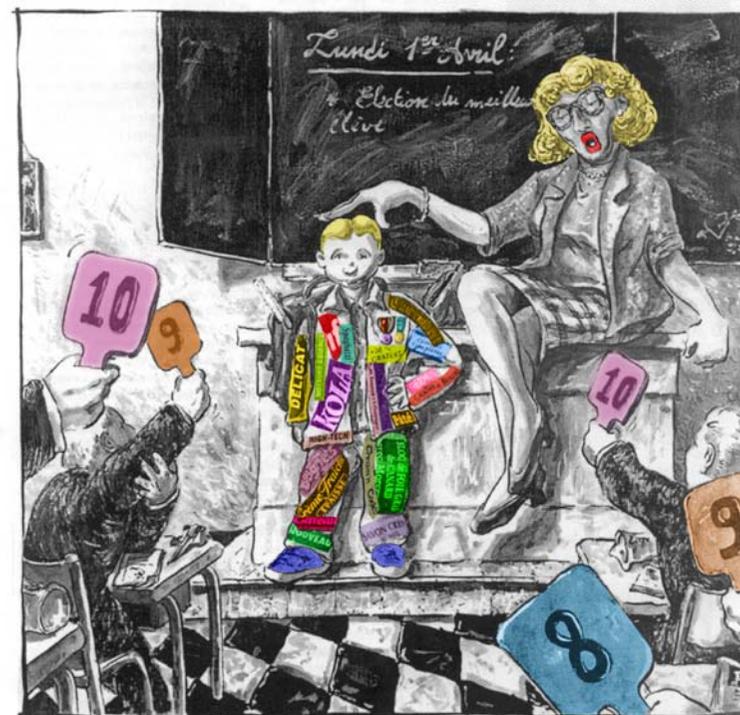
ELLES SOULÈVENT ÉGALEMENT DE NOMBREUSES INTERROGATIONS QUI CONCERNENT TANT LA FORME QUE LE RÔLE RÉEL DE L'ÉCOLE. NOMBREUX SONT, AU COURS DES MOIS ÉCOULÉS, CEUX QUI SE SONT REGROUPÉS DERRIÈRE LA BANNIÈRE DE « L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE ».

MAIS CE CONCEPT NE CACHE-T-IL PAS DE GRAVES INJUSTICES, COMME LA REPRODUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES ET SURTOUT NE REPOSE-T-IL PAS SUR L'APPRENTISSAGE DE LA SOUMISSION AU POUVOIR ET À L'ARGENT ?

CETTE COMPILATION DE TEXTES EST SUIVIE D'UN HISTORIQUE : « LES ANARCHISTES ET L'ÉDUCATION SOUS JULES FERRY », QUI MONTRE QUE L'ÉDUCATION A TOUJOURS ÉTÉ UNE PRÉOCCUPATION POUR LES ANARCHISTES.

CNT-AIT

Ecole de la République = Ecole de la soumission



COLLECTION ACTUELLE

CNT-AIT

ACTUELLES

Ils ont tué Pipo. Un meurtre en banlieue, une violence d'État, une récupération politique et médiatique

Assassins. Brochure sur l'explosion de l'usine AZF.

SYNDICALISME

Les prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent !

Les élections professionnelles contre le syndicalisme

STRATÉGIE

Pour l'abstention. Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme

Anarcho-syndicalisme et autonomie populaire

REPÈRES

Espagne libertaire I. L'organisation ouvrière par André et Doris Prudhommeaux,

Espagne libertaire II. L'armement du peuple dans la révolution espagnole, par André et Doris Prudhommeaux.

INTERNATIONALISME

Les IWW : organisation et pratique du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

Ces brochures sont disponibles auprès de l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT. Liste complète et à jour disponible sur simple demande à :

CNT-AIT, 7 rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
Tel / fax : 05 61 52 86 48

Vous pouvez aussi les consulter sur : **<http://cnt-ait.info>**

... « *l'outrage (à un enseignant) est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende* »

Article 45, Loi Perben, 9 sept. 2002

*« Marchands de grec! Marchands de latin! Cuistres! Dogues!
Philistins! Magisters! Je vous hais, pédagogues! (...)
Que d'ennuis! De fureurs! De bêtises! Gredins! (...)
Car vos textes, vos lois, vos règles sont fossiles!
Car, avec l'air profond, vous êtes imbéciles! (...)
Eunuques, tourmenteurs, crétins, soyez maudits!
Car vous êtes les vieux, les noirs, les engourdis (...)
Et vous pétrifiez d'une haleine sordide ;
Le jeune homme naïf, étincelant, splendide. (...) »*

Victor Hugo, Les Contemplations

SOMMAIRE

D'un Ferry à l'autre ...	
De la crise à la critique sociale ...	3
Cursus en fonction de l'origine sociale des jeunes	4
Voie de relégation en fonction de l'origine sociale	5
Sélection entre 6 et 8 ans en fonction de l'origine sociale	6
Sélection entre 11 et 16 ans en fonction de l'origine sociale	7
Respect de la langue d'origine des élèves à l'école primaire publique	8
Soumission de l'éducation nationale aux forces de répression	9
L'échec scolaire, c'est l'échec de l'institution	10
Zéro de conduite !	14
"C'est pour ton bien"	22
Les profs et les instits sont dans la rue ! Chouette !	28
Leçon de citoyenisme à l'école	29
L'affaire de Strasbourg	30
Apprends et ferme-la !	32
Les anarchistes et l'éducation sous Jules Ferry	34

D'UN FERRY A L'AUTRE ... DE LA CRISE À LA CRITIQUE SOCIALE ...

Toute politique éducative s'enracine dans l'idéologie. Les professions s'y reconnaissent. Ainsi, un certain nombre d'enseignants ont manifesté aux cris de "Jules, reviens, Luc est devenu fou", slogan peut-être plus révélateur qu'il n'y paraît à première vue.

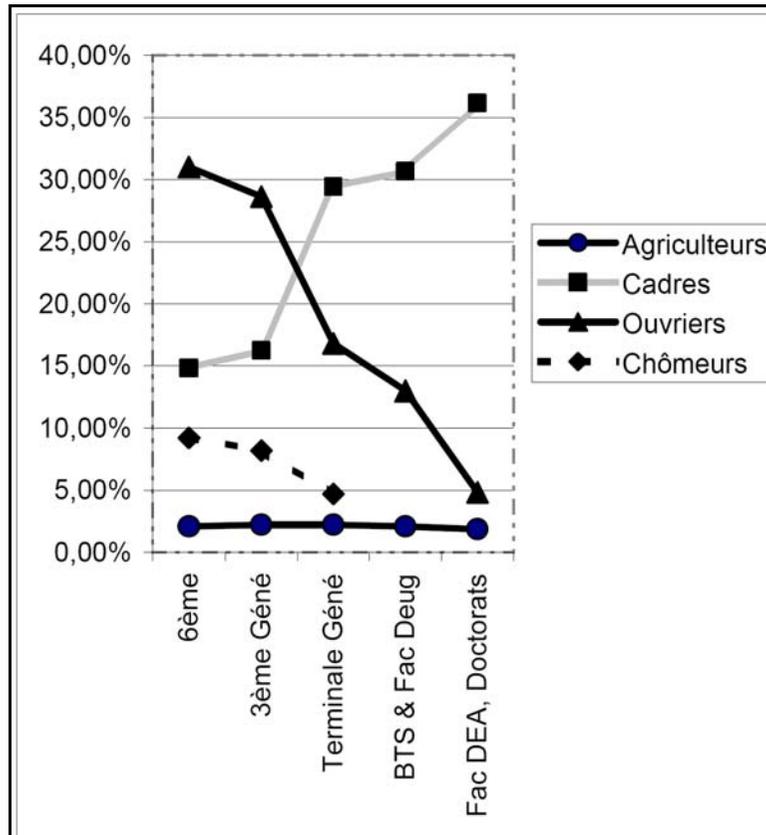
Ces professeurs apparemment légitiment leur existence sur une figure politique, celle de Jules Ferry qui, après tant d'années, est devenu le symbole d'une revendication égalitaire. On oublie l'histoire. Il n'est pas difficile de voir ce qu'est l'école et ce qu'elle fait aux enfants. On pose Ferry comme l'instigateur de l'école unique. Il se trouve juste que ce n'est pas le cas. Il a légitimé un système dual qui existait déjà. Il y avait l'école d'un côté, mais aussi le lycée et l'université de l'autre, où n'avaient -et n'ont accès- que certaines classes sociales. On viendra me parler d'égalité... Qui passe le bac ? Quel bac ? Qui va à l'université ? Qui y a-t-il en SEGPA ? Pourquoi n'y a-t-il aujourd'hui encore que 6 % d'enfants d'ouvriers à l'université ?

Ferry a développé le principe de la méritocratie, fondée sur la sélection. Il se trouve juste que l'examen est un acquis social, c'est donc un système où la topologie décide de tout. La perversité vient du fait que, sur ces soi-disant bases égalitaires, l'on nous persuade que les exclus seraient responsables de leur exclusion. Ferry fut un des instigateurs du colonialisme, qu'il développa sur un présumé scientifique d'universalité. Mais, de quelle science s'agissait-il ? L'école est un lieu de contrôle social où s'exerce une violence symbolique, de moins en moins symbolique d'ailleurs. Dans ce contexte, la laïcité de Ferry et la citoyenneté ne sont que des moyens de maintien de l'ordre national et du conformisme social.

Pourquoi l'école est-elle en crise ? Parce que les élèves en ont assez qu'on les baratine avec des discours de citoyenneté, de violence à l'école... (seuls des professeurs ont été séduits par ce discours : ils semblent revivre la "mission civilisatrice" première de l'école républicaine). Parce qu'il est désormais visible que son rôle "d'ascenseur social" n'a jamais fonctionné que comme alibi. Parce que le gouvernement voit bien qu'elle est inefficace dans son rôle de maintien de l'ordre social alors que ce rôle est si bien rempli par les médias. C'est bien pour cette dernière raison qu'il lui "coupe les vivres" !

Alors, puisque l'école est en crise, profitons-en. Transformons la "crise" en critique sociale.

**"ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE :"
CURSUS EN FONCTION DE L'ORIGINE
SOCIALE DES JEUNES**



Source : Repères et références statistiques — édition 2001

Ce graphique se lit de la façon suivante :

"En sixième, il y a 2.1 % d'enfant d'agriculteurs, 14.8 % d'enfants de cadres, 31 % d'ouvriers, 9.2 % de chômeurs..." (nota : pour arriver à 100 % dans chaque niveau, il faut ajouter les enfants de commerçants, employés, professions intermédiaires...)

sage et orientation professionnelle, école ouverte, méthodes actives, importances de la petite enfance, du jeu, pas un de ces nombreux sujets qui n'ait été abordé, théorisé, développé en effet par les compagnons bien avant qu'ils deviennent habituels et communs.

Mais c'est surtout dans son rapport à l'enfant que l'anarchisme fait preuve d'originalité et de modernité à l'époque. Celui-ci n'est pas conçu en effet comme un petit homme ou une petite femme mais comme un individu à part entière, qui joue son propre rôle dans son éducation, qui est acteur de sa vie dès son plus jeune âge.

On comprend mieux alors mieux pourquoi la "Belle Époque" peut être considérée véritablement comme ayant été "l'âge d'or" de l'éducation libertaire.

L'éducation en tant que projet global d'émancipation individuelle et sociale se trouve, en tout cas, au cœur des débats, et se révèle comme inhérente aux "doctrines" anarchistes, et totalement intégrée aux démarches des libertaires. L'éducation est bel et bien le facteur d'évolution alors le plus important à leurs yeux.

C'est elle qui, comme l'a développé Élisée Reclus dans L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique, permettra que les révolutions soient "faciles et pacifiques".

Nathalie Brémand

- (1) Sébastien Faure, La Douleur universelle (rééd. 1895), Paris 1921, p. 349.
- (2) Domela Nieuwenhuis, L'Education libertaire, Aux Temps nouveaux, Paris, 1900, p.14.
- (3) Jean Degalves, Émile Janvion, " L'Ecole libertaire ", in L'Humanité nouvelle n° 2, juin 1897, p. 217.
- (4) Les Temps nouveaux n° 9, 26 juin-2 juillet 1897.
- (5) Les Temps nouveaux n° 26, 23-29 août 1897.
- (6) Les Temps nouveaux n° 51, 16-22 avril 1898.
- (7) René Johannet, Vie et mort de Péguy, éditions Flammarion, Paris, 1950, p. 125.
- (8) Mona Ozouf, " La presse ouvrière et l'école laïque en 1908 et 1909 ", in Le Mouvement Social n° 44, juillet-sept. 1963 p. 162.

s'agit de savoir si l'Assistance publique a seulement pour but de dilapider des centaines de mille francs, pour engraisser les ronds de cuir ", écrit les Temps nouveaux. Les compagnons dénoncent la misère des jeunes vagabonds et des jeunes orphelins et s'insurgent contre l'Assistance publique qui ne remplit pas, selon eux son rôle. En matière de cruauté subie par les enfants, le paroxysme est alors atteint avec ce que l'on appelle à l'époque les " bagnes d'enfants ". Ils sont encore un certain nombre, en France, dont le fonctionnement et les méthodes n'ont rien à envier à leur grand frère de Cayenne. Les journaux anarchistes rappellent souvent à leurs lecteurs l'existence de ces horribles pénitenciers. Ils relayent encore davantage l'information lorsque des scandales éclatent. En 1898 et 1899, des révélations sur le régime répressif en vigueur à la colonie d'Ariane (Hérault) provoque un scandale, entraînant à son tour les jeunes dans les centres du Val d'Yerres puis d'Eysses.

Une campagne est lancée, à laquelle les compagnons se joignent avec ardeur. Dix ans plus tard ils reprendront le flambeau, pour dénoncer les " tortionnaires d'enfants " qui sévissent à la colonie de Vermineaux et à celle de Metray, et pour soutenir la révolte des jeunes de la colonie de Belle-Ile.

L'éducation libertaire et son époque

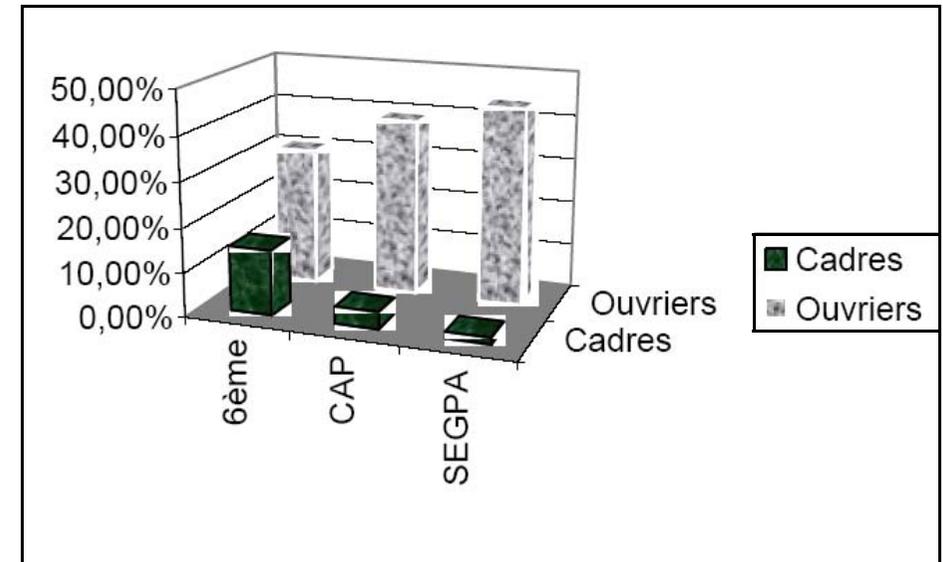
Les écrits sur l'éducation et les actions menées en ce sens à la Belle Époque par les anarchistes se présentent donc comme un formidable foisonnement d'idées et d'actes, en quête de la formation idéale qui mènera l'homme à la transformation du Vieux Monde, mais aussi qui le préparera à vivre dans la société future, libertaire, tant désirée.

Quoique le plus souvent en rupture avec le discours dominant de l'époque, les idées des compagnons en matière d'éducation sont pourtant marquées par le sceau de l'idéologie du XIXe siècle, qui voit dans la science la réponse à tous les problèmes, et qui lui donne un aspect suranné aujourd'hui. L'enseignement scientifique en effet fut démocratisé tout au long du XXe siècle, comme le souhaitent les républicains, mais aussi les anarchistes. Et il est devenu, par une sorte d'effet pervers, un critère de distinction de classes et de réussite sociale, contrairement à leur attente.

De même les compagnons, s'ils s'évertuent à casser le modèle dominant la famille, reprennent à leur compte celui de l'école et se révèlent pour la plupart incapables de concevoir un acte éducatif organisé en dehors du cadre scolaire ; cadre qui n'est autre finalement que celui choisi par la bourgeoisie, au XIXe siècle, pour adapter l'enfant à ses valeurs.

Les idées anarchistes n'en sont pas néanmoins, par d'autres aspect étonnamment modernes et en avance sur leur temps. Coéducation des sexes, apprentis-

" ECOLE DE LA REPUBLIQUE VOIES DE RELEGATION EN FONCTION DE L'ORIGINE SOCIALE



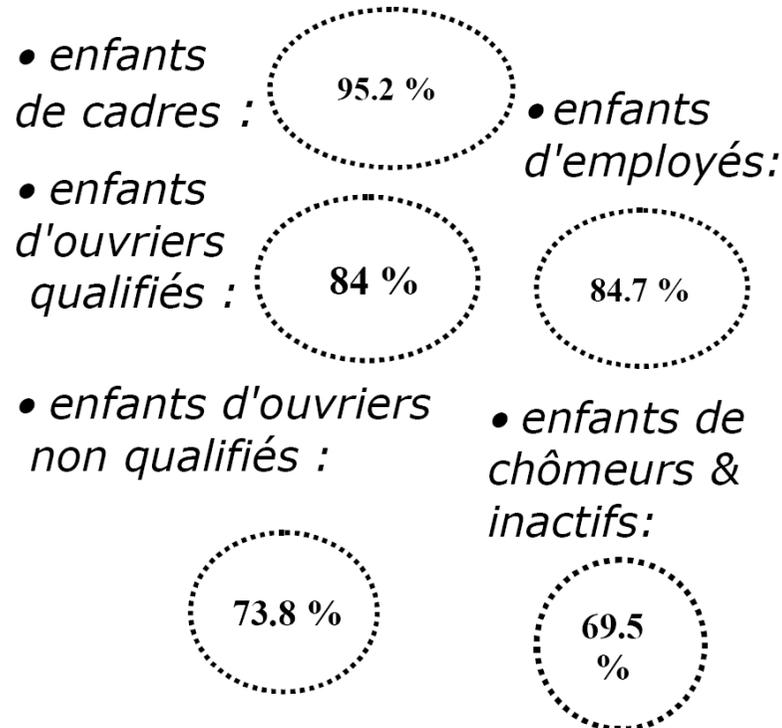
Ce graphique se lit de la façon suivante :

"En sixième, il y a 14.8 % d'enfants de cadres, 31 % d'ouvriers, en C.A.P. de Lycée professionnel, 3.90 % d'enfants de cadre et 39.60 % d'enfants d'ouvriers, en SEGPA 1,5 % seulement d'enfants de cadres contre 44.20 % d'enfants d'ouvriers".

(nota : pour arriver à 100 % dans chaque niveau, il faut ajouter les enfants de commerçants, employés, professions intermédiaires...)

"ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE :"
SELECTION ENTRE 6 et 8 ANS EN
FONCTION DE L'ORIGINE SOCIALE

Élèves rentrés cours préparatoire en 1997 qui
sont rentrés au CE 2 sans avoir redoublé



Source : Repères et références statistiques — édition 2001

Ce graphique se lit de la façon suivante :

"Sur 100 enfants de cadres rentrés CP (cours préparatoire) en septembre 1997, 95.2 % sont rentrés au CE2 (cours élémentaire 2) en septembre 1999, ..."

Cependant, à l'intérieur de chaque journal, des différences d'opinion se font malgré tout sentir, et s'expriment. Le Libéraire accueille tout au long de l'année 1908 des avis discordants et fit s'affronter dans ses colonnes partisans et adversaires de l'école laïque (8). Et quand l'institution républicaine se trouve menacée lors de campagnes orchestrées par les cléricaux (ennemis prioritaires des anarchistes), les compagnons soutiennent cet acquis minimum qu'est la laïcité scolaire.

Ainsi, quand l'affaire des manuels bat son plein en 1909, une bonne poignée de militants, dont Sébastien Faure et Madeleine Vernet, prendront ouvertement parti, malgré tout, pour l'école laïque. En dehors des attaques de principe contre l'école officielle, ce sont les méthodes et les contenus qui sont visés. Une pédagogie beaucoup trop magistrale, qui rend l'enfant soumis et docile.

Des contenus dont les valeurs (autorité paternelle, amour de la patrie et de l'argent) sont encore et toujours à dénoncer. Tout en critiquant cet enseignement, les compagnons mettent l'accent sur des thèmes qui leur tiennent particulièrement à cœur, et qu'ils traitent régulièrement dans leurs revues : par exemple la science, dont la connaissance rend l'élève inéluctablement rationaliste et indépendant d'esprit.

Ou encore la mixité et la coéducation des sexes, qui seuls permettront aux hommes et aux femmes de vivre un jour sur un pied d'égalité. Certains outils de l'école officielle sont très largement responsables, d'après les libertaires, de son ineptie. Les manuels scolaires, comme on l'a vu, mais aussi l'orthographe. Certains compagnons se sont toujours montrés hostiles à l'écriture académique. Au début du siècle, les articles favorables à une réforme de l'orthographe se multiplient, prônant une simplification extrême. La militante individualiste Anna Mahé fera de cette lutte son "cheval de bataille" et en 1904 elle écrira de nombreux articles en "ortographe simplifiée" dans le Libéraire et dans l'Anarchie.

Le combat pour la défense de l'enfant

Mais l'enfant intéresse les anarchistes bien au-delà du problème de sa scolarisation. Les occasions sont nombreuses de parler de son éducation au sens large et de dénoncer les abus de la société à son égard. André Girard particulièrement, dans les Temps nouveaux, mène une véritable croisade contre les parents autoritaires. A grands renforts de faits divers empruntés à la presse nationale (notamment sur les suicides d'enfants), il dénonce la misère morale engendrée selon lui par une éducation paternelle tyrannique.

Le thème de l'Assistance Publique également, est abordé régulièrement. Le 23 octobre 1897, a lieu rue du Temple à Paris une conférence sur ce sujet : "Il

libertaires et conseillé pour les jeunes.

Ce n'est cependant pas l'œuvre des militants qui jusque-là se sont préoccupés d'éducation dans le mouvement. Mais certains y écrivent (André Girard, Paul Robin, Georges Darien) et beaucoup le donnent à lire à leurs enfants. Jean-Pierre est en fait le petit frère des Cahiers de la Quinzaine.

Ce sont les socialistes Robert Debré, Jacques et Raïssa Maritain, chapeautés par Charles Péguy à l'époque où il côtoyait Maurice Reclus, qui lancèrent le journal.

Des contes y côtoient des devinettes, des jeux et des dessins, d'une forte charge idéologique : Le lecteur averti de Jean-Pierre ricanait sur la Sainte-Vierge, criait Croa ! Croa ! en passant devant les églises, et jetait à l'égout les humbles soldats de plomb, cadeau d'une grand-mère non évoluée, racontera un des biographes (par ailleurs maurassien) de Péguy (7).

Jean-Pierre remporta, à ses débuts, un grand succès ; mais après différents déboires, et l'intérêt diminuant des Maritain, précédant déjà Péguy sur le chemin de la conversion au catholicisme, le journal cessera de paraître. Sept ans plus tard, un journal du même type naîtra à son tour, et qui affirme sa filiation avec Jean-Pierre.

C'est cette fois-ci, dans le sillage du syndicalisme révolutionnaire, dans les locaux de la Vie ouvrière fraternellement offerts par Monatte, que paraissent Les Petits Bonshommes, de 1911 à 1914. Jean Grave, Madeleine Vernet, André Girard, Charles-Ange Laisant participent à cette revue aux côtés de la Ligue pour la protection de l'enfance, de responsables syndicaux comme Maurice Dommanget ou d'instituteurs proches de la revue l'École émancipée.

Les compagnons, enfin, penseront à se pourvoir de revues pédagogiques. C'est tout d'abord l'Éducation intégrale, de Paul Robin, qui paraît irrégulièrement de 1895 à 1906 : on y aborde les langues systématiques, l'enseignement de l'histoire, la coéducation...

Puis l'Éducation libertaire, qui reflète mieux la composante du mouvement : on y retrouve, de 1900 à 1902, les rédacteurs des Temps nouveaux et du Libertaire, mais aussi des anarcho-syndicalistes comme Yvetot ou Delesalle.

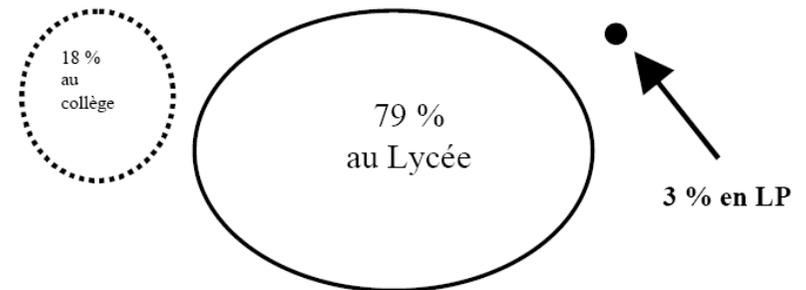
L'éducation libertaire et les institutions

L'école républicaine se voit régulièrement fustigée dans les colonnes de tous les organes de presse libertaires, et ce, dès le début de la laïcisation en 1881. Cette école, instrument de la bourgeoisie, qui a remplacé l'amour de Dieu par celui de la République et de la patrie, ne mérite pas d'être défendue. Le journal l'Anarchie ne manque pas une occasion de blâmer les " abrutisseurs ", et de crier : " A bas la laïque ! ".

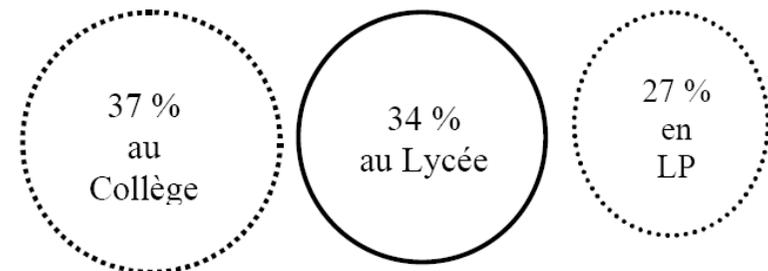
" ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE SELECTION ENTRE 11 ET 16 ANS EN FONCTION DE L'ORIGINE SOCIALE

Les élèves rentrés en 6^{ème} en 1995
étaient, cinq ans plus tard dans les classes suivantes :

• Pour les enfants de cadres :



• Pour les enfants d'ouvriers :



Ce graphique se lit de la façon suivante :

"Sur 100 enfants de cadres rentrés en 6^{ème} en 1995, 18 % étaient encore au collège en 2000 -ils avaient donc redoublé-, 79 % étaient "à l'heure" (donc en seconde) ou "en avance" (en 1^{ère}) et seulement 3 % avaient été orientés en LP..."

"ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE :"
 RESPECT DES LANGUES
 D'ORIGINE DES ÉLÈVES
 À L'ÉCOLE PRIMAIRE PUBLIQUE

LANGUES	NOMBRE D'ÉLÈVES APPRENANT CETTE LANGUE EN PRIMAIRE	NOMBRE MINIMUM D'ÉLÈVES DONT LA FAMILLE PARLE CETTE LANGUE
ANGLAIS	1 077 293	?
ALLEMAND	249 618	?
ESPAGNOL	39 282	3 260
ITALIEN	23 184	3 384
PORTUGAIS	4 021	35 300
ARABE	2 809	164 392
RUSSE	427	?
TURC	?	47 487
ASIATIQUES	?	11 336

Source : Repères et références statistiques — édition 2001

Nota :

- Le total des langues **autres** que les sept premières du tableau enseignées en primaire est de 8 323. Ce chiffre semblant inclure les langues régionales.
- La colonne "Nombre minimum d'élèves dont la famille parle cette langue" ne recense que les élèves de nationalité étrangère, pas ceux de nationalité française dont la langue maternelle est autre. En ce qui concerne la langue arabe, on a regroupé les élèves Marocains, Algériens et Tunisiens. Pour les langues asiatiques, les Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens.

scolaires conçus par des libertaires semblent pourtant avoir été assez rares. Beaucoup plus rares en tout cas que les ouvrages de fiction. Certains militants se lancent en effet dans l'écriture à destination des petits. Dès les années quatre-vingt Louise Michel avait rédigé des contes pour enfants, comme l'histoire de La vieille Chéchettes.

En 1901, Jean Grave, le rédacteur des Temps nouveaux, écrira notamment : Les Aventures de Nono. Nono s'étant perdu se retrouve dans les pays de l'Autonomie où il est recueilli par la fée Solidaria et où il croise Liberta. Une façon comme une autre de décrire la société idéale...

La place de la littérature enfantine

Le même esprit anime les Contes néo-calédoniens de Charles Malato, Jacques et Marthe de René Chaughy ou les contes pacifistes de Madeleine Vernet et d'Albert Thierry. La production reste cependant limitée : c'est pourquoi les anarchistes sélectionnent quelques auteurs jugés intéressants pour les enfants. C'est ce que fera en particulier Jean Grave en publiant à trois reprises des recueils de contes. Au côté de ses propres textes, y figuraient ceux d'écrivains plus célèbres, dont certains, le plus souvent anglais, sont traduits. Au palmarès figurent bien sûr Tolstoï, mais aussi Andersen, Grimm, ou encore William Mords et Oscar Wilde. Les compagnons attribuent de l'importance à l'image et les écrits sont toujours illustrés. On fait appel pour cela à des artistes anarchisants ou militants convaincus : Maximilien Luce, Steinlein, Hermann Paul, Pissaro et d'autres.

Quelquefois même l'image se suffit à elle-même.

En 1898, une planche intitulée Chauvinard, à destination des enfants, inaugure " L'Imagerie des Temps nouveaux ". Son dessin, signé Lapiz, aussi bien que ses légendes, sont aussi subjectifs que son titre. Enfin, certains écrivirent des chansons enfantines, dont les vertus pédagogiques étaient particulièrement appréciées. Louise Quitrine compose des Rondes pour récréations enfantines, Sébastien Faure publie un recueil à l'intention des tout petits et surtout sa composition l'Internationale des enfants.

Les publications pour enfants

À l'époque du Magasin d'éducation et de récréation et de La semaine de Suzette, les anarchistes souhaitent bien sûr avoir un journal pour les enfants. Jean-Pierre, bimensuel de 1901 à 1904, est très souvent cité dans les journaux

apparaît surtout dans le courrier des lecteurs.

Un militant écrit ainsi aux Temps nouveaux : des ouvrages pour les enfants dans le sens de nos idées, je n'en connais pas (4). Un autre réclame : des images d'Épinal, où des légendes et des critiques détruiraient quelque peu le patriotisme, l'esprit religieux et le principe d'autorité (5). Ce problème est très souvent évoqué.

En 1901, la revue L'Education libertaire lance même une enquête sur les écrits destinés aux enfants, envoyée aux écrivains qui s'intéressent aux questions d'éducation. Elle les interroge aussi bien sur le fond, la forme et le style que doivent selon eux présenter ces écrits. Le groupe de l'Ecole libertaire, qui s'est constitué à Paris pour tenter de créer une école, manifeste également son souci de faire des livres " conçus ou établis de façon à ne fournir à l'enfant que des faits positifs " (6).

Le fait est que si les catholiques, à cette époque, lancent régulièrement l'offensive contre le contenu des manuels scolaires républicains, les compagnons ne trouvent leur compte ni dans ceux des uns, ni dans ceux des autres. Ils se livrent à leur propos à des critiques virulentes. En 1903, par exemple, la revue L'Education intégrale n'hésite pas à classer les livres scolaires en bons, plutôt rares et que les libertaires eux-mêmes ont écrits, et en mauvais, la "place d'honneur" étant réservée à ceux de Maurice Bouchor.

Le problème du contenu se pose en priorité pour les livres d'histoire, empreints d'après les libertaires de chauvinisme et de xénophobie. On y préférera l'Histoire de France et de l'Europe illustrée de Gustave Hervé, dont le sous-titre semble plus explicite : L'enseignement pacifique par l'histoire. L'enseignement des mathématiques et des sciences préoccupent également beaucoup les compagnons. Il a une place prédominante dans l'éducation libertaire, entre autre parce que l'on considère que "l'étude de l'arithmétique est l'un des plus puissants moyens d'inculquer aux enfants les idées fausses du système capitaliste".

C'est particulièrement Charles-Ange Laisant, ancien polytechnicien proche des milieux libertaires, qui s'attachera à rendre l'enseignement scientifique attrayant. Son ouvrage -l'éducation fondée sur la science (1904)- comprenant une initiation aux mathématiques et à l'étude des sciences physiques est un véritable manuel d'enseignement faisant preuve d'une remarquable connaissance de la psychologie de l'enfant de la part de l'auteur.

De nombreux échanges au sujet de ces ouvrages eurent lieu avec les écoles rationalistes que Francisco Ferrer et ses compagnons créaient alors à Barcelone et en Espagne.

En 1904, la Ligue pour la défense voit le jour. Son but : publier pour les enfants des ouvrages conçus suivant des méthodes scientifiques basées sur l'observation, l'expérimentation et l'examen critique même de l'élève. Les manuels

"ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE :"

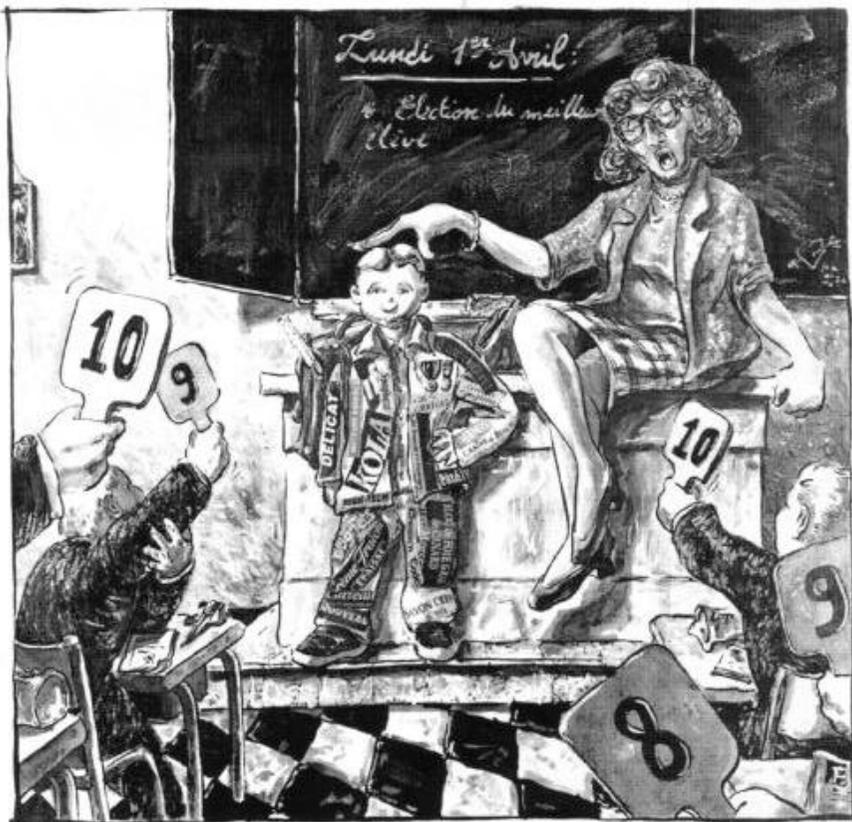
SOUSSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE
AUX FORCES DE REPRESSION

ARMÉE :

- **Protocole d'accord "Armée / Éducation "**.
Mis en place par Charles HERNU, toujours en vigueur.
- **Au niveau du ministère, de chaque académie, il existe une structure semi-clandestine, le "trinôme",**
- **Son rôle est de garantir à l'armée une main mise sur l'éducation pour surveiller "l'ennemi intérieur", faire la promotion de l'armée et du militarisme...**

POLICE :

- **La "lutte contre la drogue" ou "contre "la violence" a servi de prétexte à une entrée en force de la police dans l'école**
- **Les circulaires de Ségolène Royal ont "mis la pression" sur les enseignants et les chefs d'établissements pour qu'ils si gnalent à la police tout comportement "déviant".**
- **La police siège dans tous les CESC (comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté) des lycées et collèges.**
- **On ne compte plus les fouilles de lycées avec chiens policiers, les fouilles systématiques d'élèves dans les établissements ou à l'entrée (parfois à corps), les interpellations en pleine classe**



L'échec scolaire

C'est l'échec de l'institution

Article publié par "Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées",
N° 56, mars-avril 1999.

Quand une génération entière de jeunes étudiants seront bardés de diplômes, truffés de mentions spéciales, titulaires de curriculum vitae en trois dimensions et en possession de recommandations toutes plus élogieuses les unes que les autres, il sera temps d'inventer autre chose pour reproduire la division sociale de

cette toute nouvelle liberté. Car l'enfant qui est considéré comme un individu à part entière, dispose selon les compagnons dès le départ d'aptitudes très riches.

" Laissez les enfants libres, écrit le hollandais Domela Nieuwenhuis, car l'enfant apprend à penser à comparer, à juger par lui-même." (2)

Le contenu de l'enseignement préconisé par les anarchistes, car il y en a un, est celui de l'enseignement intégral que les anti-autoritaires dès l'époque de la Ière Internationale avaient conçu. Enseignement universel, rationnel, à la fois manuel, physique, intellectuel et moral, faisant une large place aux matières scientifiques, au développement du goût esthétique et à l'hygiène de vie, et préparant à la formation de l'homme "complet".

Une très grande place également est faite à l'éducation morale, puisque l'éducation n'est pas conçue comme synonyme d'enseignement ou d'instruction, mais bien comme formation de l'individu. L'éducation morale se réalise donc dans un milieu ambiant harmonieux, en dehors bien sûr de tout enseignement religieux, et par la pratique de la coéducation des sexes. La mixité tient à cœur les compagnons car, comme l'écrivent abruptement Degalvès et Janvion (qui créèrent en 1897 une école libertaire) "une agglomération unisexuelle, cela sent le couvent et la caserne." (3)

De 1895 à 1914 en particulier, les compagnons multiplient les actions en faveur de l'éducation : création de bibliothèques, organisation de cours du soir, pique-niques dominicaux avec les enfants, expériences éducatives... Certains participent aux Bourses du Travail, mouvement animé par Fernand Pelloutier, dont la devise était "instruire pour révolter".

D'autres suivent les conférences des Universités populaires. D'autres encore (les individualistes) créent des "causeries populaires", dissidentes. Les écrits des compagnons traitant de l'éducation libertaire ou abordant la question de l'école foisonnent. Ils attestent d'un intérêt marqué et de plus en plus prononcé pour tout ce qui concerne l'enfant et sa formation, ainsi que de la recherche de moyens adaptés à cette formation.

Rares sont alors les numéros du Libertaire ou des Temps nouveaux, qui ne traitent de l'éducation libertaire en général ou de questions particulières en rapport à ce sujet. Rares sont les conférences qui n'abordent pas cette question. Rares enfin sont les brochures, les ouvrages, qui ne se penchent sur le sujet.

La recherche de moyens adaptés

Les anarchistes comprennent très vite qu'ils ne peuvent donner un enseignement différent de l'instruction officielle sans outils appropriés : notamment des livres, manuels scolaires ou littérature enfantine. Dans les journaux, ce souci

LES ANARCHISTES ET L'ÉDUCATION SOUS JULES FERRY

Les années qui vont du vote des lois de Jules Ferry à la Grande Guerre de 1914 furent incontestablement celles où le mouvement anarchiste, en France, connut sa période la plus florissante, et où son influence et son importance sur la scène politique furent les plus importantes. Certes, en France et ailleurs, les anarchistes se sont toujours préoccupé du problème de l'éducation, qu'ils placent au cœur de la question sociale. Mais plus encore qu'à d'autres moments, le thème de l'enfant, de l'école, de l'instruction est alors abordé d'une manière récurrente tant dans les journaux que dans les livres édités par le mouvement libertaire.

La critique de la laïcité républicaine

Les préoccupations des "compagnons", comme on les nommait alors, s'inscrivaient indiscutablement dans le débat qui, tout au long du XIXe siècle, avait l'enfant et l'école pour enjeu ; courant qui animait, en vérité, toutes les forces politiques progressistes ou "rétrogrades" du moment. L'école que Jules Ferry et ses collaborateurs avaient mise en place,

était pour les libertaires condamnable à plusieurs égards. Pour eux, le système scolaire républicain ne prenait pas en compte les besoins de l'enfant, ne cherchait pas à développer sa personnalité, mais au contraire tendait à l'uniformité des individus et préparait à l'inégalité sociale.

Ce système absurde, qui farcit les cerveaux de préjugés et truffe les consciences de devoirs est inacceptable pour des générations vivant au siècle de la vapeur et de l'électricité, écrira ainsi le militant pédagogue Sébastien Faure (1). Mais le discours anarchiste ne participait pas uniquement de la critique de l'école officielle, bien au contraire. Depuis les origines, l'anarchisme avait affirmé des conceptions éducatives particulières, et il s'agissait également de les mettre en avant et de les faire connaître. Aucun des théoriciens de l'anarchisme en effet (Stirner, Proudhon, Bakounine) n'avait oublié d'accorder une place de tout premier plan à l'éducation, jugée indispensable à la réalisation d'une société nouvelle ; place que les compagnons reprenait à leur compte dans leur propagande. Le maître mot en est la liberté. La liberté par l'enseignement sera d'ailleurs le titre d'une des premières brochures éditées par un groupe de compagnons (et cosignée par Louise Michel, Élisée Reclus, Léon Tolstoï) en 1898.

Liberté la plus grande possible laissée à l'enfant, par opposition au "carcan" proposé par le système institutionnel. Par conséquent, l'adulte n'est plus un maître mais un guide, qui aiguille le jeune afin de le faire profiter au mieux de

notre société. En attendant, l'échec scolaire reste encore massif dans notre système éducatif.

Aujourd'hui, on peut chiffrer l'importance du phénomène (voir *l'État de l'école*, DEP, p. 45, 1997) sont en retard scolaire d'un ou deux ans au CM2 (fin de l'école élémentaire) 20 % des élèves en sixième. 28 % ; en cinquième. 35 %. A partir de la classe de cinquième, le système d'orientation joue à plein, séparant progressivement les élèves jugés dignes d'une formation générale des autres, conduits vers les "filiales" et les écoles de formation technique ou professionnelle. En 1997, sur 100 élèves sortants des différents niveaux du système éducatif, on comptait 38 % au niveau DEUG, 25 % au niveau baccalauréat, 24 % au niveau CAP et BEP et 8 % sortant sans qualification, soit 53 000 adolescents.

Par ailleurs, cette sélectivité est socialement déterminée. Un enfant d'ouvrier, entré en sixième en 1990, avait 25 % de chances d'obtenir le bac ; un enfant de cadres moyens, 59 % ; et un enfant de cadre supérieur, 74 %.

Il est clair que ces constatations sont inquiétantes. Les études classiques des sociologues de l'éducation ont mis en évidence, il y a déjà longtemps, le poids de l'appartenance sociale dans l'échec scolaire.

Mais l'échec individuel n'est pas l'échec institutionnel. Au début du siècle, Durkheim avait déjà identifié les deux grandes fonctions de l'école. D'abord, elle doit unifier le corps social à travers une idéologie commune. Cette fonction est assurée notamment par l'enseignement de l'Histoire avec un grand H (le peuple rassemblé autour des grands hommes de la nation). Ensuite, l'école diversifie, différencie pour mieux distribuer les rôles sociaux. Et là, rien n'est plus apte à faire admettre comme juste que la sélection sociale opérée par les examens publics et anonymes. Elle est l'instrument par lequel les classes dirigeantes font admettre le maintien de leurs privilèges comme le résultat naturel des compétences et du mérite.

Aujourd'hui, le peuple a assimilé la leçon et ses enfants n'ont pas ménagé leurs efforts pour mériter une vie plus facile que celle de leurs parents. Quand, par des efforts inouïs, quelques-uns d'entre eux ont réussi de prestigieuses études et obtenu le sésame de fin de parcours, ils constatent, souvent avec amertume au bout de quelques années de labeur, que leurs connaissances académiques sont nécessaires mais non suffisantes pour être affiliés à la com-

munauté des élites dirigeantes des entreprises pour lesquelles ils travaillent (c'est l'effet plafond de verre). Pour les autres, la grande majorité des "nouveaux moyennement diplômés", la lutte des classes a cédé la place à la lutte des places.

Ainsi, chaque année, de plus en plus de candidats (90 000 en 1999), pour la plupart surdiplômés, postulent au concours de postiers (3 000 places en 1999). Personne n'est choqué, mais tout le monde est frustré. Le candidat répondant au profil du poste n'a aucune chance de rivaliser avec des titulaires d'un bac plus 4, de plus en plus nombreux. Les reçus n'auront d'autre ambition que d'accéder rapidement à des fonctions d'encadrement.

Les résultats obtenus sont la conséquence logique des moyens utilisés pour y parvenir, et les pédagogues ont bien du mal à lutter contre le conformisme universel. Car l'éducation n'est pas seulement un lieu de relations interpersonnelles entre des adultes et des enfants, avec toute la complexité qui s'y rattache, c'est aussi une réalité institutionnelle, dans la mesure où elle prend la forme d'un ministère, d'établissements scolaires, de programmes, d'instructions et d'objectifs à atteindre. Mais ces objectifs ne peuvent être réalisés qu'à partir des choix plus fondamentaux encore que sont les finalités, impliquant une conception de l'homme et de sa signification dans le monde.

L'état du système scolaire et les discours patentés ambiants sur l'éducation, loin de clarifier le débat, ne font qu'ajouter à la confusion. Derrière des slogans d'apparence généreuse, la démocratisation de l'enseignement n'a pas le même sens selon que l'on parle d'égalité des chances ou de promotion généralisée. Les uns admettent la nécessité de la sélection, les autres cherchent à la repousser le plus loin possible dans le cursus des études. Mais personne ne remet fondamentalement en cause cette notion, non plus d'ailleurs que la légitimité des examens et des diplômes classants. Au mieux, le débat porte sur la nécessité de diversifier les parcours scolaires pour bien tenir compte de l'hétérogénéité des "publics", ou bien de maintenir le système unifié et de chercher la diversité dans les méthodes pédagogiques employées.

La même ambiguïté se retrouve dans le contenu des enseignements. Le savoir est officiellement un objectif commun. Mais, pour les uns, c'est un savoir factuel et mémorisable qui doit l'emporter, tandis que pour les autres ce sont les compétences transférables et l'interdisciplinarité. En réalité, toutes ces conceptions sont portées sur la place publique afin d'alimenter un pseudodébat



Tract des Jeunes Libertaires de Toulouse

APPRENDS ET FERME-LA !

Il paraît que l'école a évolué depuis ses origines. Cependant nous pouvons nous demander ce qui a réellement changé... Le fonctionnement hiérarchique et autoritaire du système scolaire, calqué sur celui de la société actuelle, permet de faire accepter à tout un chacun sa condition sociale. L'école serait-elle inégalitaire ?

- **Le contenu des enseignements est soumis aux exigences du pouvoir en place** : formater l'esprit de contestation des individus, en leur imposant la soumission au « maître » et le comportement que l'on attend d'eux au sein de la société. Par exemple l'éducation civique, les lois sur l'outrage à enseignant... font partie de l'apprentissage de la soumission à l'autorité, en vue d'une exploitation futur.

- **A un âge où tout est décisif dans sa construction, où l'on se remet en cause et se place socialement, l'aspect créatif est inhibé.** Les rapports de hiérarchie entre profs et élèves créent une véritable négation de l'individu : les élèves sont considérés comme des machines à apprendre et non pas comme des être en développement !

« *Ce qui s'enseigne par la crainte rend le savoir craintif* »

- **On étudie pour « préparer son avenir », pas pour étendre ses connaissances.** Peu importe nos envies ou nos affinités, les matières étudiées et leur contenu sont soigneusement sélectionnés et pré-mâchés dans le seul but de se dégoter un job : on se fait chier toutes sa jeunesse pour se faire chier toute sa vie.

Que pourrait être l'apprentissage ?

Suivant les affinités, le choix de ce que l'on apprend doit être **libre**. La transmission du savoir pourrait être envisagées comme un don, comme un **échange réciproque**. L'accès au savoir doit être **égal pour tous** sans aucune discrimination. **L'autogestion** des lieux d'étude permettra une **pratique réelle de la démocratie** et apprend dès le plus jeune âge aux individus à s'épanouir, participer à la vie sociale et à s'affirmer.

Faisons de ces rêves une réalité :

AGISSONS, CONTESTONS, ORGANISONS-NOUS !

démocratique. Nos décideurs, eux, ont l'intime conviction que le développement d'une société post-industrielle comme la nôtre n'exige qu'un petit nombre d'individus formés de haut niveau. Le chômage structurel engendré par la rationalisation du travail à travers l'automatisation et l'informatisation ne pourra être résorbé que par la création d'emplois faiblement qualifiés dans le secteur des services.

L'échec scolaire n'est donc pas un problème scolaire, c'est éminemment un problème de politique sociale. L'argumentation porte sur l'existence de deux classes d'hommes, l'une qui tire sa subsistance du travail de ses bras, l'autre qui vit du revenu de ses investissements ou de certaines fonctions intellectuelles. Et l'élitisme républicain reste avant tout de l'élitisme. Vouloir simplement étendre à tous la culture secondaire classique, jugée la plus noble, avec ses programmes et ses méthodes, celle qui était réservée dans les années 60 aux classes sociales supérieures, c'est-à-dire à 20 % de la population scolaire, sans favoriser l'amélioration du sort matériel et culturel des populations défavorisées, revient à faire porter l'entière responsabilité de l'échec scolaire aux seuls individus.

Dès lors, les jeunes de nos banlieues qui sont intuitivement conscients que ce système scolaire n'est pas fait pour eux, multiplient les actes de rejet et par là même renoncent à toute possibilité de recevoir une véritable formation intellectuelle. Ils préfèrent ne retenir du système que ses aspects les plus négatifs, comme l'école lieu disciplinaire et du contrôle social, où les retards, les absences, les exercices... sont pénalisés. L'école n'est plus qu'un lieu de dressage par punitions et gratifications qui participe de fait à la production d'individus dociles et producteurs, c'est-à-dire capables de s'adapter aux contraintes de l'appareil de production de biens et de services.

Philippe, Toulouse



Zéro de conduite !

Article publié par "Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées",
N° 61, mars-avril 2000.

Injures répétées, coups, caillassages, incivilités, vols, obscénités, lacérages de vêtements, exhibitionnisme, destruction de biens, insultes à l'autorité, menaces de mort, plaies et blessures... Non, ce n'est pas la description de la vie dans un collège ordinaire... mais tout simplement le rappel des principaux faits d'arme des héros de "La Guerre des boutons"⁽¹⁾ , ces petits paysans bien de chez nous d'il y a un siècle à peine.

Fort heureusement pour lui, Pergaud est mort depuis longtemps. Il échappe ainsi à l'accusation d'incitation de mineurs à la violence qui lui pendlait au nez aujourd'hui ; et nous, nous échappons tout aussi heureusement aux titres qui, dans *Marie-Âne*, *France-Chose* ou *Télé-Concon* auraient immanquablement fait frissonner mémère, genre "Guerre civile en Franche-Comté", "Le calvaire des Velrans" ou, pis encore, "Nettoyage ethnique à l'école primaire". Par contre, le collégien

"violences à agents de la force publique" lors de la manifestation et aux autres de n'avoir pas voulu "suivre" les policiers le jeudi matin. Dès le lendemain, trois adultes passent en comparution immédiate. Ils apprennent alors qu'ils ont été arrêtés sur la base d'une cassette vidéo tournée lors de la manifestation par l'enseignant qui avait giflé l'élève. La mère est condamnée (de même que deux autres personnes) à une peine de prison ferme. Le jeune qui a reçu la gifle est encore actuellement en examen devant le juge des enfants pour violences à agent. L'ensemble du dossier doit maintenant passer en appel.

Deux clefs pour comprendre

Dans l'affaire de Strasbourg, il est clair que les droits de l'élève ont été bafoués. C'est pourtant lui et sa famille qui se retrouvent en position d'accusés. Les institutions se couvrent les unes les autres, les provocations de l'une "justifient" la répression de l'autre. Comment une situation aussi kafkaïenne peut-elle s'expliquer ? Il y a deux grandes clefs pour comprendre.

Tout d'abord, l'évolution idéologique du système scolaire et de la société dénoncer en permanence les jeunes comme autant de sauvages potentiels, les brimer, les pousser sans cesse à la faute par des règlements stupides (la liste serait longue, en commençant par l'interdiction du port de la casquette dans certains collèges), médiatiser continuellement la "délinquance juvénile" (en passant sous silence en même temps la délinquance en col blanc, pourtant bien plus coûteuse), tenir des discours sur le retour aux "valeurs républicaines" (soigneusement choisies)... tout cela constitue une justification idéologique qui permet a priori d'excuser (et même de refuser de voir) tous les dérapages.

Quant à la deuxième clef pour comprendre la situation, la voici, et trois mots me dispensent de tout autre commentaire : l'élève est maghrébin.

Xavier F.

Cette affaire a fait l'objet d'une communication lors du colloque "Les droits de l'enfant en France", (Bobigny, 13 nov. 98). Elle est également rapportée dans le "Journal du droit des jeunes" de février 99.

L'AFFAIRE DE STRASBOURG

Article publié par "Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées",
N° 56, mars-avril 1999.

Pendant l'année scolaire 95-96, un très bon élève demande son orientation en classe trilingue. L'orientation est refusée. La famille fait appel, sans résultat. La famille adresse de nombreux courriers au ministre, au recteur, à l'inspecteur d'académie. Aucune réponse. L'année suivante, l'élève, âgé de 14 ans, est violemment giflé en cours d'informatique par un professeur qui se dit "excédé". Il doit être hospitalisé pendant quatre jours pour des troubles auditifs graves accompagnés de perte de l'équilibre. Le parquet ordonne une expertise médico-légale. Elle prouve la réalité d'un traumatisme et sa responsabilité dans les troubles existants. Le parquet considère malgré cela que, s'il y a bien traumatisme, il n'est pas prouvé que cela vienne de la gifle du professeur. Après tout, l'élève aurait pu être traumatisé ailleurs. L'affaire est donc classée sans suite.

L'élève reprend l'école. Le chef d'établissement décide qu'il fera ses devoirs sur table au CDI et que c'est le professeur gifleur qui les corrigera. La famille en est informée par courrier. Elle considère cette mesure comme une sanction contre l'élève qui, pour protester, ne va pas au CDI. Le chef d'établissement semble ne pas réagir, mais, après 16 heures d'absence, il convoque l'élève devant le conseil de discipline, qui prononce l'exclusion définitive du jeune. Un recours est immédiatement présenté au rectorat. Dans l'attente d'une décision, ce jeune de 14 ans ne peut aller dans aucun établissement. Au bout d'un mois et demi, excédée—et on le serait à moins —, la famille manifeste devant l'établissement avec d'autres parents du quartier. A 10 heures, la police charge. Des policiers et des parents sont blessés. Mais la mère obtient enfin un rendez-vous avec le préfet et l'inspecteur d'académie.

Le lundi suivant, réunion de médiation à la préfecture. Mais, le jeudi, à 6 h 30 du matin, 15 policiers du GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale, équivalent du GIGN) éclatent à coups de balles explosives la porte de l'appartement de la famille du jeune, ainsi que les portes de deux autres familles. Aucune n'était, comme on dit, connue des services de police. Plusieurs personnes, dont des femmes, sont traînées par les cheveux, menottées, pistolet braqués sur la gorge... On reproche aux unes des

qui commet de nos jours le dixième des exploits d'un Lebrac ou d'un Tintin n'échappe pas à une plainte, à l'enquête de police, au passage en justice et éventuellement à la prison, pour peut qu'il soit de milieu modeste. Pourquoi ? Parce que depuis quelques années nous sommes abreuvés, avec une insistance calculée, d'un message unique à propos des jeunes : ils sont violents, dangereux et doivent être vigoureusement réprimés.

Que des jeunes puissent être violents, envers eux-mêmes, envers des adultes ou des biens, parfois de façon insupportable, c'est un constat. Et comme je n'ai nulle propension à l'angélisme, je le dresse avec la rigueur qui convient. Mais, penser la violence comme la caractéristique de la jeunesse d'aujourd'hui, c'est une escroquerie intellectuelle et sociale qui repose sur un message totalitaire. Asséné par l'ensemble des médias et des pouvoirs publics, selon une stratégie importée des États-Unis, grâce à un tri scandaleux des "informations", dans une optique grossissante et déformante, ce message rapporte moins des faits qu'il n'illustre une pensée unique, une pensée sécuritaire. Il se décline en fonction des lieux de vie des jeunes (il devient donc "*violence dans les quartiers, à la plage ou à l'école*", en fonction des opportunités) et selon des variantes qui ont pour objet de ne pas lasser le public mais surtout de bien enfoncer le clou en alternant les éclairages. Ainsi, suivant le moment, la violence à l'école est-elle présentée comme un phénomène quasiment nouveau ("*C'était pas comme ça avant*"), de plus en plus répandu ("*Y'en a partout, ma pauvre dame*"), et qui concerne des élèves de plus en plus jeunes ("*Même à la maternelle*").

Grossier et construit de toutes pièces, ce message peut facilement être battu en brèche, et la stratégie qui le soutien éventée.

1) UN PHENOMENE NOUVEAU ?

Du *Petit Chose* (1868) aux *Désarrois de l'élève Torless*, en passant par de nombreux autres témoignages, il suffit de se reporter à la littérature pour constater qu'il n'en est rien et observer, non sans amusement, d'ailleurs, que, de génération en génération, les mêmes reproches sont faits à la jeunesse. Montaigne, le sage Montaigne lui-même, n'y échappa point : les enfants de son époque furent, écrivit-il, "*pires et plus malicieux que n'étaient les en-*

fants du temps passé".

Mais c'est l'histoire qui apporte les preuves concrètes. On peut affirmer qu'il n'y a pas un lycée qui, de sa création à nos jours, n'ait connu régulièrement ses vols, ses bagarres, ses coups sur la personne des maîtres et ses dégradations. Qui feuillette les archives scolaires s'en convainc. Voici, exemple parmi cent autres, le rapport d'un proviseur d'un des collèges royaux :

"Labadens et Lefranc sont convaincus d'être des corrupteurs, de provoquer leurs camarades à la révolte, de manquer habituellement de respect envers leurs maîtres, de commettre souvent des dégradations et de s'être emparés de plusieurs clefs pour pénétrer dans divers magasins de comestibles... Leur moralité et leur insubordination sont telles que je ne puis plus répondre des bonnes mœurs et du bon ordre de l'établissement sans les éloigner sur-le-champ." C'était le 6 mars 1822, en un siècle où les choses allaient fréquemment beaucoup plus loin. Ainsi : "Vendredi et samedi... une insurrection... a éclaté dans l'internat. Les élèves ont chassé maîtres et professeurs, se sont réfugiés dans une salle, où ils se sont barricadés et dont on n'a pu ouvrir les portes qu'à la hache." On croirait lire la dernière du Figaro, mais c'est dans la Gazette du Languedoc du 18 février 1850. Pour la petite histoire, précisons que, comme les insurgés étaient des petits de Ceci ou de Cela, les choses en restèrent là.

N'était l'exiguïté des pages qui accueillent cet article, il serait facile de multiplier les exemples. Toujours est-il que les caillassages (on disait alors lapidations), les coups, les injures... sont solidement attestés par des documents de première main tout au long des deux derniers siècles.

Pour en venir à l'époque moderne, il suffira aux plus anciens des lecteurs de convoquer leurs souvenirs. Celui qui signe ses lignes, ancien élève d'un lycée coté du centre-ville, pourrait conter plusieurs heures durant les facéties auxquelles il se livrait avec ses condisciples : carbonisation dans le poêle de l'étude du soir de chaussures de tennis chipées à des camarades, kidnapping dans les couloirs et suspension des petits sixièmes aux porte-manteaux de la salle de classe, chahuts organisés en allemand (fort drôles au demeurant), bombardement avec les fromages frais de la cantine de notre vieux prof de latin, qui avait la malchance de partager le



LEÇON DE CITOYENISME À L'ÉCOLE

C'est l'histoire d'un ado qui souhaitait exercer son statut de citoyen, en faisant circuler dans son bahut une pétition. Il souhaitait que l'argent consacré à l'armée soit utilisée pour protéger l'environnement.

Il apprend qu'il faut l'autorisation du principal pour faire circuler la pétition. Il en fait donc la demande au principal. Ce dernier ne lui répond pas, mais appelle les parents à qui il explique son étonnement de voir un élève si réservé faire une pétition de cette nature d'être gêné de donner l'autorisation de faire circuler cette pétition, car l'Éducation Nationale a signé un accord armée-justice/Éducation Nationale et les proviseurs ont des formations dispensées par l'armée !!!

C'était dans la rubrique " Le saviez-vous " ?



Les profs et les instits sont dans la rue ! Chouette !

Ce sont les élèves qui sont contents : ça leur fait des vacances !

Et contre quoi ils manifestent, les profs ?

Contre l'allongement de la durée de leur boulot ? Ils ont bien raison !

Contre la régionalisation des moyens pour l'école et pour le maintien de l'école publique, laïque, et tout ça ? Bon !

À les voir défiler avec leurs banderoles et leurs slogans, on se prendrait presque à rêver... à rêver qu'ils y restent, dans la rue, pour enfin se mettre à lutter :

- Contre l'école à deux vitesses qui existe déjà, et qui oriente les gosses de pauvres vers les boulots de pauvres dès la sortie de l'école primaire,
- Contre la mainmise du marché sur l'école, bardée de publicités et qui se contente de former les travailleurs dont les patrons ont besoin pour faire marcher leurs entreprises,
- Contre l'école autoritaire, où les gosses apprennent à la fermer et à obéir à leur instit et où les ados doivent continuer d'en faire autant face à leur prof-flic, qui peut maintenant les faire mettre en tôle.

C'est sûr que si les profs se mettaient à manifester contre tout ça, et pour une véritable école pour tous,

Où tous auraient les mêmes chances d'apprendre et la possibilité de choisir un métier, parce qu'on ne formerait pas de la main d'œuvre mais des êtres humains conscients et responsables.

Où on utiliserait la curiosité spontanée des enfants pour leur enseigner des connaissances, leur appétit des autres pour leur apprendre à vivre ensemble et où on leur donnerait des outils pour leur permettre de se prendre eux-mêmes en charge, au lieu de leur apprendre la soumission,

Alors...

Le pouvoir aurait peur pour de bon, parce que quand ces enfants seraient devenus des adultes, on ne pourrait pas les manipuler comme des moutons.

Et moi, je crois que je me mettrais à aimer l'école !

Une mère d'élève.

patronyme d'un produit laitier assez insipide, interrupteurs cassés pour provoquer des court-circuits... J'arrête là l'énumération, non sans préciser qu'une majorité de ces galopins sont devenus depuis médecins, architectes ou professeurs d'université. L'un des plus agités d'entre nous est même, on me l'a affirmé récemment, commissaire principal de police...

A moins de se condamner à l'amnésie, force est de constater que ce que médias et gouvernement appellent "violence scolaire" (et que l'on qualifiait autrefois de sottises, polissonneries, indiscipline ou insubordination...) n'a rien de bien nouveau.

2) LES JEUNES PLUS VIOLENTS AUJOURD'HUI QU'AUTREFOIS ?

Ceux qui l'affirment le font sans preuves ou, plus grave, avec des preuves frelatées. En effet, les exemples cités plus haut montrent, si besoin en était, que la violence scolaire existait avec une belle constance en dix-huit cent et quelques. Or il faut rappeler qu'à cette époque seule une fraction de la jeunesse accédait à l'enseignement du deuxième degré. En règle générale, il n'y avait qu'un collège-lycée par département. Il accueillait un maximum de 200 à 500 élèves. Aujourd'hui, les collégiens et lycéens se comptent par millions. Si l'on pouvait avec précision rapporter le nombre d'actes violents à l'effectif de jeunes, il n'est décidément pas établi que l'on observerait une augmentation de la fréquence !

Deuxièmement, pour aussi incroyable que cela puisse paraître, à ce jour, pas une seule étude sérieuse (j'entends par là, comparative à plusieurs années d'intervalle et selon un protocole scientifiquement validé) n'établit une augmentation de cette fameuse violence scolaire. Les statistiques du ministère de l'Éducation sont d'une indigence conceptuelle totale. Il faut être le dernier des cancre pour leur prêter la moindre valeur. Pourquoi ? Parce que, comme le disait mon maître d'école en tirant l'oreille de celui qui se risquait à commettre une telle balourdise, "on n'additionne pas des cornichons avec des bananes". Or les statistiques des ministères de l'Éducation et de l'intérieur non seulement additionnent les bananes avec des cornichons, mais les multiplient. Car, pour convaincre le bon peuple que la violence augmente, les scribouil-

lards du ministère cataloguent dans la rubrique violence tout et n'importe quoi. Aux véritables actes de violence, ils ajoutent les pécadilles les plus insignifiantes (avoir mangé le goûter d'un camarade, avoir versé du Mir dans les toilettes pour les faire mousser, avoir traité la CPE de "grosse vache"... Il n'y manque que le raton laveur de Prévert ! Les "chiffres de la violence" n'ont ni queue ni tête. Et, au moindre incident, l'Éducation nationale incite au dépôt de plainte. C'est une directive qu'ont reçue tous les chefs d'établissement. Comme si les conflits entre adultes et adolescents devaient systématiquement se régler dans un tribunal. Comme si la dimension juridique résumait les relations humaines, les relations éducatives ! Il y a là un appauvrissement de la pensée atterrifiant dans un ministère chargé, en principe, d'éducation. Toutes les autres structures officielles poussent dans le même sens. S'y ajoute la vénalité, puisqu'on fait miroiter aux victimes la possibilité de laver leur honneur en obtenant de substantielles espèces sonnantes et trébuchantes. On obtient au total une surdéclaration qui traduit l'évolution des institutions vers un "tout judiciaire - tout répressif", mais ne donne pas quelque autre information que ce soit. Troisièmement, il existe une contradiction accablante dans le discours ministériel : il affirme d'un côté ce qu'il nie de l'autre. Je m'explique. Pratiqué de tout temps dans les classes préparatoires (CPGE), grandes écoles et universités, le bizutage s'était démocratisé depuis deux ou trois décennies jusqu'à contaminer de nombreux lycées. Parfois, comme aux Arts et Métiers, l'"usage" imposé aux plus jeunes, se poursuivait toute l'année. Dans d'autres cas, les humiliations, les atouchements sexuels et même les viols étaient pratiqués couramment. Toutes formes confondues, le bizutage **(2)** concernait donc des centaines de milliers de jeunes chaque année. Il a été interdit et le gouvernement s'est félicité de l'avoir fait disparaître sur les deux ou trois dernières années. Je suis tout enclin à le croire, et j'applaudis des deux mains. Mais qu'on m'explique comment, alors que plusieurs dizaines de milliers d'actes de violence ont disparu, la violence scolaire a quand même augmenté dans la même période ! Les obsédés du sécuritarisme sont dans la plus profonde contradiction : soit leurs mesures ont été efficaces et donc la violence scolaire a baissé de plusieurs centaines de milliers de cas depuis deux ou trois ans, soit la violence scolaire a continué d'augmenter et donc leur politique est parfaitement inefficace **(3)**.

3) SONT-ILS VIOLENTS DES LA MATERNELLE (4) ?

Table des matières du livre d'Alice Miller

I. L'éducation ou la persécution du vivant

- La " pédagogie noire "
- Introduction
- Les foyers de la haine
- Les valeurs " sacrées " de l'éducation
- Le mécanisme principal de la " pédagogie noire " dissociation et projection
- Existe-t-il une " pédagogie blanche " ?
- Introduction
- La douce violence
- C'est l'éducateur et non l'enfant qui a besoin de la pédagogie

II. Le dernier acte du drame muet : le monde reste épouvanté

- La guerre d'extermination contre son propre moi
- L'occasion manquée de la puberté
- Quête et destruction du moi par la drogue
- La logique cachée du comportement absurde
- L'enfance d'Adolf Hitler : de l'horreur cachée à l'horreur manifeste
- Introduction
- Le père - son destin et sa relation au fils
- La mère - sa position dans la famille et son rôle dans la vie d'Adolf
- Jürgen Bartsch. Comprendre une vie par la fin
- Introduction
- " Tombé du ciel ? "
- Que nous apprend un meurtre sur l'enfance du meurtrier ?
- Les murs du silence
- Conclusions

III. Angoisse, colère et deuil, mais pas de sentiments de culpabilité sur la voie d'une conciliation

- Même la cruauté involontaire fait mal
- Sylvia Plath et l'interdiction de la souffrance
- La colère non vécue
- La permission de savoir

culpabilité et de ce besoin obsessionnel de justifier la conduite de ses parents en la reproduisant sur ses propres enfants. On pourrait alors commencer à aimer et respecter ces enfants-là pour eux-mêmes, en étant attentif à leurs besoins ou à leurs sentiments, sans les ressentir comme des menaces, sans se sentir coupables. Et ces enfants pourraient nous en apprendre, sur nous-mêmes, sur la spontanéité et les sentiments que nous avons vaincus par notre application à les maîtriser.

L'apprentissage de la soumission

Dans son livre, Alice Miller donne une large place aux portraits d'enfance de trois personnalités particulières : celle d'Adolf Hitler, celle de Jürgen Bartsch (jeune infanticide) et celle de Christiane F. (droguée, prostituée).

Il paraît évident que les enfances massacrées de ces personnages ont joué un rôle déterminant sur leurs personnalités et leurs capacités de destruction. On peut cependant douter que, dans le cas d'Hitler, cela suffise pour expliquer la mise en place du régime nazi, même en tenant compte du fait que les principes éducatifs qui avaient détruit le petit Adolf étaient aussi ceux utilisés pour éduquer tous les petits enfants allemands.

Il n'en reste pas moins que les ressemblances frappantes qui ressortent de la comparaison entre le fonctionnement de l'État et l'éducation des enfants montrent qu'ils obéissent aux mêmes "valeurs". Comme le dit Alice Miller : "Si l'enfant apprend à considérer même les châtiments corporels comme des "mesures nécessaires" contre les "malfaiteurs", parvenu à l'âge adulte, il fera tout pour se protéger lui-même de toute sanction par l'obéissance, et n'aura en même temps aucun scrupule à participer au système répressif".

Libertaires dans un monde d'exploitation capitaliste, nous sommes bien placés pour savoir que le chemin entre l'éducation et l'adhésion aux valeurs d'une société n'est pas tout tracé. Mais il me semble que tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces valeurs, qu'ils soient bien sûr parents, mais aussi éducateurs, instituteurs, professeurs... tous devraient tenter d'explorer de nouvelles façons de se comporter avec les enfants.

Alice

C'est la tarte à la crème. Le ridicule de cette affirmation éclate dès qu'on analyse son contenu. En voici un exemple, entendu sur France-Info tout récemment (je cite de mémoire) : *"Racket à la maternelle : un enfant en a obligé un autre à lui donner ses bonbons en le frappant. Les parents de la victime ont porté plainte."* Cette affaire est parfaitement significative. Elle met en lumière l'énorme exagération verbale des médias, l'enflure à laquelle ils se livrent : qu'on ose qualifier de racket le fait qu'un enfant de quatre ans pique des bonbons à un autre est une monstruosité sémantique. Cet enfant n'est pas plus un racketteur que le type qui vous marche légèrement sur le pied dans le métro n'est un tortionnaire nazi. Cette inflation verbale est une manipulation psychologique : en affublant volontairement un fait mineur d'une qualification majeure, on manipule l'opinion, on lui enlève son sens critique. On inculque l'idée qu'il y a du "racket à la maternelle" (ce qui est horrible), alors qu'en réalité, tout simplement, un gros bébé de 4 ans a piqué les bonbons d'un autre (ce qui ne devrait épouvanter personne). De la même façon, la moindre gros mot devient une violence verbale traumatisante, et la plus banale bagarre d'adolescents, une tentative de meurtre **(5)**. Deuxième remarque : qu'on puisse seulement imaginer porter plainte pour un vol de bonbons à la maternelle montre bien la profondeur de l'intoxication médiatique : elle a fait perdre le sens de toute proportion. Troisième et dernière remarque : qu'un journaliste donne cette "information" sans éclater de rire finirait par vous faire regretter que le ridicule ne tue pas.

4) LES RAISONS DE CETTE INTOXICATION MÉDIATIQUE

Tout ce qui précède montre que le discours médiatico-officiel repose sur la plus grande confusion. Si on voulait la dissiper, il faudrait d'abord définir ce qu'on entend par violence et exclure de cette définition tout ce qui manifestement n'en relève pas. Que des enfants jouent, se bousculent, fassent du bruit, disent des gros mots... prouve qu'ils sont simplement des enfants ! Ils grandissent en se confrontant à leurs pairs, aux parents et aux autres adultes. Mais, se confronter, ce n'est sûrement pas se faire écraser à tous les coups ! L'objectif est au contraire de réussir à trouver un équilibre positif entre soi et les autres. C'est ça l'éducation, l'inverse du

matraquage. Vouloir empêcher par des mesures de police l'apparition du moindre différend, vouloir traîner le plus petit conflit au commissariat ou au tribunal est une monstruosité sur le plan éducatif et ne peut qu'aboutir à des catastrophes sociales sur le moyen terme.

Si l'on se centre sur les véritables violences, il faut constater qu'elles sont beaucoup plus rares qu'on ne le dit et qu'il n'existe probablement pas de solution miracle pour y faire face. Mais les sciences sociales apportent un éclairage du plus grand intérêt. Elles établissent que la violence des jeunes est très souvent, pour ne pas dire toujours, une violence en retour. C'est-à-dire une façon de répondre aux violences qu'ils subissent eux-mêmes (violences dans la famille, violences des institutions, violences et injustices de la société...), et qu'ils exercent d'ailleurs plus contre eux-mêmes que contre les autres. C'est pourquoi (en partie) le suicide est si fréquent chez les jeunes. Si les pouvoirs publics cherchaient réellement à désamorcer la violence des jeunes, il faudrait d'abord qu'ils luttent contre les violences faites aux jeunes.

Mais là n'est pas leur véritable souci. La rengaine sur la "violence des jeunes" joue un rôle autrement important : une société injuste à besoin de boucs émissaires pour détourner l'attention. Plus les médias parlent de violence dans les écoles, et moins ils parlent de la violence des licenciements, de l'horreur de la précarité, de la profondeur de la misère. Et, plus une société est injuste, plus les privilégiés ont besoin de la protection d'un appareil policier. Pour faire admettre à la population que l'État a le droit de mettre des barrières partout, des caméras à chaque coin de rue et des flics jusque dans les couloirs des HLM, il faut d'abord lui faire peur. L'exploitation éhontée du thème de la violence des jeunes sert à faire accepter un flicage de la société, un contrôle de l'ensemble de la population. Les possédants craignent toujours la révolte du peuple, ils se donnent les moyens de la réprimer si besoin était. C'est cela que cache l'idéologie de la "tolérance zéro (6)", c'est-à-dire une intolérance absolue mais parfaitement ciblée : les Bush junior, les Blair, les Chevènement et leurs zélotes répriment violemment les pauvres, les expédient à la mort (même quand ils sont innocents), rouvrent des bagnes pour enfant (ou envisagent de le faire) ; mais ne trouvent rien à reprocher aux flics qui assassinent un Noir "par erreur", laissent filer les criminels endurcis comme Pinochet ou se gobergent avec des escrocs de haut vol. Mais qui donc sont les véritables violents ? Qui sont les véritables dangers publics ?

Peilharot.

comme on le leur a maintes fois répété quand ils étaient petits, pour le bien de leurs enfants. Et l'enfant qu'on éduque apprend ainsi à... éduquer.

Cela ne veut pas dire que les parents n'aiment pas leurs enfants. Cela veut simplement dire qu'ils ont appris à taire leurs propres sentiments, et à les remplacer par des règles de "bonne conduite", avec lesquelles ils sont au moins sûrs de ne pas être regardés de travers "en société". Et finalement, même l'amour qu'ils portent à leurs enfants est ambigu : d'un côté le manque de respect et d'intérêt pour cette personne qu'est leur enfant, la domination, la manipulation, l'humiliation, la restriction de liberté, et de l'autre les caresses, les gâteries et les tentatives de séduction, dans la mesure où l'enfant est ressenti comme une partie de soi-même. Au lieu d'un véritable amour pour un être particulier, c'est un amour "parental", pollué par le devoir d'aimer son enfant, celui de l'éduquer correctement et par un fort sentiment de culpabilité hérité de sa propre éducation. Car, si les parents agissent pour le bien de l'enfant, celui-ci ne peut que se sentir coupable chaque fois qu'il se sent humilié ou révolté contre ce qu'il subit : tout cela ne peut être que de sa faute.

Pourtant, même si les parents réussissent généralement à dresser leurs enfants, la puberté vient tout bouleverser et l'adolescence est le moment de la remise en cause, de la révolte. Les jeunes se retrouvent d'un coup confrontés à l'intensité de leurs véritables sentiments. Chacun s'arrange comme il peut avec cette explosion intempestive, mais la société n'admet pas que l'on exprime des sentiments intenses et violents, car les adultes ont tous plus ou moins bien réussi à éteindre ce feu en eux et ils entendent bien ne pas le tolérer des adolescents. C'est sans doute pour cela que les pouvoirs successifs mettent autant d'acharnement à la répression des jeunes, et c'est sans doute aussi pour cela que les adultes qui constituent "l'opinion publique" acceptent si facilement l'idée que ces jeunes, même quand ils sont âgés de 10 ou 13 ans, sont dangereux.

Il "suffirait" pourtant de se rendre compte de l'existence de ces chaînes pour pouvoir se dire que, comme tout le monde, nos parents ont, au mieux, fait ce qu'ils pouvaient, en composant avec le carcan de leur éducation, leurs contraintes quotidiennes, leur désir de liberté et leurs vrais sentiments pour leurs enfants. Il "suffirait" d'admettre que les choses se sont passées comme cela et qu'on n'y pourra rien changer, pour se libérer d'un peu de cette

gés trop laxistes que quand elle regarde sa propre fille, celle-ci baisse les yeux, parce qu'elle se soumet. Les méthodes physiques utilisées aux siècles derniers (utilisation de la violence jusqu'à la torture) ne sont plus prônées aujourd'hui, mais les méthodes psychologiques, partagées par tous les parents et les éducateurs, sont tout aussi efficaces (intimidation, manipulation, humiliation, moquerie, mépris, chantage ou privation d'amour). Qui n'a jamais été témoin de la manipulation des enfants ? Qui n'en a jamais été victime ?

Même la tendresse ne se donne pas sans arrière-pensée ; elle est donnée à l'enfant quand il est "gentil", c'est-à-dire conforme à ce que ses parents attendent de lui. L'enfant ne peut pas comprendre que ce qui satisfait alors ses parents, c'est qu'il les rassure : il fait d'eux de bons parents, autrement dit de bons enfants, sages et appliqués, de leurs propres parents.

Le secret le mieux gardé

Pour Alice Miller, le pire n'est pas là. Toutes les vies sont pleines de frustrations et il ne peut en être autrement. Il est évident qu'on ne peut laisser un enfant faire tout ce qu'il veut, et qu'il faut qu'il apprenne à composer avec la volonté des autres, à commencer par celle de ses parents.

Mais ce n'est pas tant la souffrance qui est destructrice, que l'interdiction de cette souffrance, le désespoir de ne pouvoir l'exprimer. Car l'enfant ne doit jamais s'apercevoir de ce que lui font ses parents. Tout ce qu'ils lui font, ils le font pour son bien. C'est en tous cas ce qu'eux-mêmes et la société lui rabâchent, et il lui est impossible de comprendre que leurs objectifs sont tout autres. En fait, les principes éducatifs traduisent beaucoup plus les besoins de l'adulte que ceux des enfants, et en premier lieu, le besoin inconscient de reporter sur un autre les humiliations que l'on a soi-même subies par le passé. Car comment supporter un enfant vivant, spontané, qui ressemble tant à celui qu'on aurait pu être si on n'en avait pas été empêché ? Si on le laissait vivre tel qu'il est, cela ne signifierait-il pas que ses propres sacrifices et la répression de ses propres sentiments n'étaient pas nécessaires ? Cela ne risquerait-il pas d'anéantir l'idéalisation de sa propre enfance et de ses propres parents ? Et pour se protéger contre toutes ces questions trop déstabilisantes, les parents croient pour de bon que s'ils appliquent les principes éducatifs qu'on leur a appliqués, c'est,

NOTES

1. Dans ce "roman de ma douzième année", Pergaud précise bien. "J'ai voulu restituer un instant de ma vie d'enfant, de notre vie enthousiaste et brutale de vigoureux sauvagons (sic)."
2. Toutes les formes de bizutage sont-elles des violences ? C'est bien sûr une question de définition. Mais il serait contradictoire que ceux qui nous présentent comme une violence insupportable le vol d'une sucette nous expliquent qu'imposer à un jeune de se promener en ville en couches-culottes n'en est pas une...
3. Car cela prouverait que la violence, éradiquée brutalement sous une forme (le bizutage), serait réapparue immédiatement sous une autre forme, à un niveau au moins équivalent.
4. Je parle de la situation française. Aux États-Unis, on le verra plus loin, il en est autrement, et pour cause.
5. A comparer à la présentation des faits et au vocabulaire employé par les médias quand c'est un représentant du pouvoir qui tue un jeune sans raison.
6. Ils justifient cet appel incessant à la répression par son "efficacité", dont les "résultats" seraient visibles aux États-Unis. Ainsi, dans Marianne, fer de lance de la pensée unique sécuritaire (7 février 2000), un "spécialiste de la sécurité urbaine" (ça existe) félicite les States d'avoir "jugulé la violence" grâce à l'intolérance absolue. Pas de chance : il n'avait presque pas fini de publier son texte qu'un enfant de 6 ans assassinait une petite copine du même âge d'un coup de revolver. C'est bien la peine d'être spécialiste. On remarquera que les États-Unis sont le seul pays développé qui ait réussi à ce jour à faire s'entre-tuer des enfants dès la maternelle. C'est une conséquence directe de la politique d'intolérance absolue. Encore bravo aux brillants idéologues qui la diffusent des deux côtés de l'Atlantique.



"C'EST POUR TON BIEN"

Article publié par "Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées",
N° 79, février-mars 2003.

On le sait, la répression est un outil indispensable aux sociétés fondées sur l'exploitation, et les médias servent à justifier et amplifier les actions répressives des États "démocratiques", leur évitant de déployer tout leur arsenal comme le ferait un État totalitaire. Parmi les boucs émissaires du pouvoir et des médias, les "jeunes" ont toujours été bien placés : violents, délinquants, voire in-civilisés, ils font peur aux braves gens dans les cages d'escalier, ces comportements "justifiant" une répression toujours plus sévère. Cela soulève bien des questions politiques, comme celle de la manipulation de "l'opinion publique" par le pouvoir, de son besoin d'affirmer sa force pour anticiper d'éventuelles révoltes, ou de sa nécessité d'occuper le terrain en détournant l'attention sur des sujets choisis et maîtrisés par lui.

Mais cela est aussi à rapprocher des méthodes en vigueur pour l'éducation des enfants : la domination sans remise en cause possible, la manipulation qui évite le déploiement des forces répressives, le détournement de l'attention sur des sujets maîtrisés, tout cela est utilisé aussi bien par les parents que par les États.

C'est ce que nous fait toucher du doigt le livre de Alice Miller "C'est pour ton bien" (Éditions Aubier), ce livre qui fait réfléchir sur ce qu'on appelle la "pédagogie", la science de l'éducation des enfants.

La pédagogie, science de la répression des enfants

L'éducation n'est pas simplement, comme dans le Larousse, "l'action de former, d'instruire quelqu'un". D'après Alice Miller, l'éducation est, dans les faits, la manière de vaincre le caprice, l'entêtement, l'esprit frondeur et la violence des sentiments de l'enfance.

Cela commence au berceau. C'est vrai qu'on peut faire tout ce qu'on veut d'un petit enfant : le plier, lui enseigner de bonnes habitudes, le corriger et le punir, sans qu'il arrive quoi que ce soit, sans qu'il se venge, sans qu'il se libère de cette domination. On peut même lui interdire de se rebeller en ne supportant pas ses cris, sa colère ou même sa tristesse.

Alice Miller cite de nombreux extraits de traités de pédagogie déjà anciens, où l'objectif de l'éducation est dit clairement. Il s'agit d'éliminer de l'enfant toute volonté propre et de lui inculquer l'amour de l'ordre et l'obéissance absolue à ses parents et aux "grandes personnes". Ses sentiments spontanés doivent être combattus et il doit apprendre la maîtrise de soi. Ceci doit être entrepris dès le plus jeune âge, afin que l'enfant ne se souvienne plus de ce qu'on lui a enseigné et en déduise que cet ordre des choses est "naturel". "Si l'on parvient alors à leur ôter la volonté, ils ne se souviendront jamais d'en avoir eu une". Ces traités, qui n'ont pas peur de dire des choses horribles, nous semblent d'un autre âge. A voir... Dans les principes éducatifs actuels, la soif de pouvoir des éducateurs est plus dissimulée, mais l'objectif de l'obéissance reste évident, et les enfants doivent finir par ressembler à ce que l'on attend d'eux. Il serait un peu facile d'évacuer la question en prétendant que les choses ont bien changé. Si c'était le cas, pourquoi les parents et les adultes en général devraient-ils systématiquement mériter le respect, tandis que les enfants ne le méritent a priori jamais ? Pourquoi les enfants devraient-ils systématiquement se plier à la volonté des adultes ? Il s'agit bien d'imposer sa volonté à l'enfant, qui doit toujours se soumettre, même si on se doit aujourd'hui d'être un peu plus conciliant. J'ai récemment entendu une (jeune) institutrice expliquer fièrement à des parents ju-